



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA COTE-D'OR

DIRECTION RÉGIONALE DE L'INDUSTRIE
DE LA RECHERCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT

23 FEV. 2010

SUBDIVISION 21-2

DIJON, LE

16 FEV. 2010

ARRETE PREFECTORAL

PORTANT MISE EN DEMEURE

SAS « Société des Carrières d'Etrochey »

Communes de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE et ETROCHEY

LE PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE,
PRÉFET DE LA CÔTE D'OR
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU le Code de l'Environnement et notamment son article L 514-1,
- VU le titre premier de la partie réglementaire du Livre V du Code de l'Environnement,
- VU l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 autorisant la SAS « Société des Carrières d' Etrochey » dont le siège social est situé BP2 – ETROCHEY – 21401 CHATILLON-SUR-SEINE, à exploiter trois sites de carrière de pierre calcaire, de plaquettes et moellons sur le territoire des communes de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE et ETROCHEY,
- VU l'Ordonnance du Tribunal de Commerce de Dijon en date du 19 juin 2009, désignant Maître BOURTOURAULT, 12 Bd Thiers – 21 000 DIJON, Administrateur provisoire de la SAS « Société des Carrières d'Etrochey »,
- VU le rapport de M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement région bourgogne, en date du 28 janvier 2010,
- CONSIDERANT que les garanties financières constituées sont arrivées à échéance,
- CONSIDERANT que l'article 1.6.4 de l'arrêté préfectoral susvisé indique que le renouvellement des garanties financières doit être adressé au Préfet au moins 3 mois avant l'échéance de l'acte de cautionnement,
- CONSIDERANT que l'acte de renouvellement des garanties financières n'est pas parvenu à la Préfecture,
- SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de la côte d'or,

ARRETE

ARTICLE 1er -

En application de l'article L.514-1 du Code de l'environnement, la SAS « Société des Carrières d'Etrochey » dont le siège social est situé BP2 – ETROCHEY – 21401 CHATILLON-SUR-SEINE, représentée par Maître BOURTOURAUULT, Administrateur provisoire, est mise en demeure de respecter les dispositions de renouvellement des garanties financières prévues par l'article 1.6.4 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, pour sa carrière de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE et ETROCHEY.

Le montant du renouvellement des garanties financières est précisé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 avril 2007 et devra tenir compte de l'évolution de l'indice TP01

En cas de non renouvellement des garanties financières sous un mois, l'activité sera suspendue conformément aux dispositions de l'article 1.6.7 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2007 et de l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

ARTICLE 2 -

Délais de recours (article L514-6 du code de l'environnement)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Dijon – 22, rue d'Assas 21 000 Dijon -. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, il commence à courir du jour où la présente décision leur a été notifiée. Les tiers disposent d'un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent acte.

ARTICLE 3 -

La secrétaire générale de la préfecture de la côte d'or, les maires de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE et ETROCHEY, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement région bourgogne et l'administrateur provisoire de la Société SAS « Société des Carrières d'Etrochey » sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- . M. le directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du Logement, (2 exemplaires)
- . M le directeur des services d'archives départementales,
- . M. le maire de SAINTE-COLOMBE-SUR-SEINE,
- . M. le maire d'ETROCHEY,
- . M. l'administrateur provisoire de la SAS « Société des Carrières d'Etrochey »

FAIT à DIJON, le

16 FEV. 2010

Le PRÉFET,

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale

Martine JUSTON